

Un gouffre financier pour cacher nos déchets nucléaires

ET si l'électricité française, dépendant, pour plus des trois quarts, du nucléaire, n'était pas « la moins chère du monde », comme l'a proclamé EDF durant des décennies ? Successivement, les accidents de centrales (Tchernobyl, Fukushima), le relèvement (consécutif) des normes de sécurité, le dérapage du coût d'équipements tels que l'EPR, la question du démantèlement des vieux réacteurs ou

celle des déchets ont conduit à de déchirants « réajustements ».

Il y a peu, le prix de revient du mégawattheure était officiellement inférieur à 10 euros. Coup de théâtre, en 2012, un rapport de la Cour des comptes, intégrant les « à-côtés » du nucléaire, fait bondir le devis : 49,50 euros ! Dans la foulée, un rapport du Sénat, anticipant sur la nécessaire modernisation du parc, avance le chiffre de

75 euros. Tandis que la Cour des comptes, encore elle, dans une étude sur l'EPR de Flamanville, situe cette fois le prix de son mégawattheure entre 75 et 90 euros. Soit au niveau de l'énergie éolienne, voire au-dessus.

C'est tout ? Non, car une énorme incertitude subsiste : celle de la facture réelle de l'enfouissement des déchets, pour une durée de quelques millénaires...

ACHEVÉ le 15 décembre, le grand débat public sur le traitement des déchets nucléaires a connu des phases explosives. A l'image du clash provoqué par l'ingénieur et économiste Benjamin Dessus, qui a claqué la porte avec fracas.

« Les gens se sont heurtés à des mensonges d'Etat, a-t-il expliqué au "Canard". Et ils se sont fait rouler dans la farine : on leur a demandé de débattre à partir d'un dossier vide ! » Benjamin Dessus met en cause le gigantesque projet Cigéo. Le centre de stockage de Bure (Meuse) devrait accueillir, à partir de 2025, des déchets - hautement radioactifs pour certains - issus des centrales nucléaires. Isolés dans des galeries creusées à 600 mètres sous terre, dans un sol argileux réputé pour sa stabilité, ils y resteront pour l'éternité.

A 15 milliards près...

Cela, c'est la version optimiste. Car, pour l'instant, le plus grand flou règne. Sur le plan scientifique d'abord, les inconnues abondent. Nul ne sait quels seront les grands mouvements géologiques de demain ni comment évolueront les résidus ionisants confinés dans ce grand mausolée. Le scénario catastrophe d'un chercheur indépendant, Bertrand Thuillier, évoquant, en 2012, des risques de combustion et d'explosion liés aux gaz émis par les déchets n'a pas été formellement réfuté par l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra), principal opérateur de Cigéo. Sur le plan industriel, mêmes incertitudes : les questions soulevées par le transport



de détritiques dangereux, qui va faire de la région le centre d'une grande toile d'araignée routière et ferroviaire, sont loin d'être résolues. Quant au site Cigéo, il est censé être « réversible ». Autrement dit, ses hôtes radioactifs devraient - en principe - pouvoir être retirés du trou si les autorités scientifiques changeaient d'avis. Mais des responsables du projet avouent en privé que l'hypothèse n'est pas réaliste.

La confusion est à son comble lorsqu'il s'agit de chiffrer le projet. « Aux questions sur l'écart considérable constaté entre l'évaluation du coût de l'opération réalisée en 2005

(14,5 milliards d'euros) et celle de 2009 (36 milliards), pas de réponse », s'indigne Benjamin Dessus, dans « Les Echos » (27/11). « Ah, si ! précise-t-il au "Canard", un responsable de l'Andra a botté en touche en disant que, le montant de 36 milliards, c'était ce que racontaient les journalistes. » En réalité, cette estimation est celle de la Cour des comptes. Mais, le chantier devant durer plus d'un siècle, la facture pourrait encore doubler ou tripler...

Toutes les populations concernées par Cigéo n'y sont pas hostiles. Car l'Andra, EDF et le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) arrosent

littéralement de bienfaits les départements de la Meuse et de la Haute-Marne, qui abritent chacun une partie du site. Depuis le lancement du projet, ils ont, à eux deux, perçu près de 500 millions au titre de l'« accompagnement économique » des travaux.

Avalanche de cadeaux

A Chaumont, la ville de Luc Chatel, la manne a permis la construction d'un multiplexe de cinémas, avec espaces verts, pistes cyclables et Centre international du graphisme. A Saint-Dizier, elle a aidé à financer un centre nautique. Ailleurs, elle a contribué à l'équipement en fibre optique haut débit, à la restauration des églises et à l'aménagement de luxueuses salles des fêtes.

Mais l'argent n'a pas calmé tous les opposants. Face à l'absence de réponse officielle, les réunions publiques tournaient souvent au pugilat, et l'Etat a décidé de transférer le débat sur Internet. « Une façon de l'étouffer », estime Roland Desbordes, président de l'association Criei-Rad (information sur le nucléaire). Car tout est décidé. Les gens ont le choix entre Bure et Bure. Mais pourquoi ne pas examiner d'autres expériences, comme celles du CEA (stockage dans des tunnels), ou prendre son temps, comme l'Allemagne et les Etats-Unis ? Ces projets s'étendent sur des décennies. D'ici là, on se sera peut-être étripés pour la dernière goutte de pétrole. »

A coups d'armes nucléaires ? Ça va encore produire des déchets...

Jean-François Julliard

Chronique des événements impossibles

« **S**UR une vaste faute, disait le général de Gaulle, il faut un vaste oubli. » C'est sans doute pour se conformer à cette maxime que l'on a tant oublié sur l'histoire du nucléaire civil en France. Presque tout serait même tombé dans les oubliettes sans la parution d'un ouvrage qui vient opportunément rafraîchir les mémoires.

« Les dossiers noirs du nucléaire français » (1) sont accessibles aux mal-comprenants de la chose atomique. Avec le mérite de ne pas sombrer dans le brûlot anti-nucléaire primaire. Les auteurs, scientifiques de haut niveau, y racontent des histoires de neutrons, d'uranium, de pompes et de fuites

sans se fâcher. Et avec une pointe d'humour, même si le sujet ne s'y prête guère. Juste pour raconter cette invraisemblable saga soigneusement dissimulée au grand public pendant plus d'un demi-siècle.

Iconoclastes en liberté

Un exemple : qui sait aujourd'hui que la première fonte accidentelle dans le cœur d'un réacteur ne s'est produite ni à Three Mile Island en 1979, ni à Tchernobyl en 1986, ni à Fukushima en 2011, mais en France, à Saint-Laurent-des-Eaux, en 1969 ? Dans un réacteur de type graphite-gaz, assez proche du modèle de

Tchernobyl, sans enceinte de confinement.

Le plus cocasse, c'est que cette époque correspond à l'âge d'or du nucléaire civil. Les réacteurs poussent alors comme des champignons dans l'Hexagone. L'opposition est absente ou inaudible. Il n'y a pas de débat. Et le discours officiel est sans réplique : un accident est impossible. Im-pos-sible ! Cette religion d'Etat n'était pas encore malmenée par les païens. Les accidents n'avaient pas encore instillé le doute.

L'ouvrage de ces hérétiques, qui ont passé quarante ans de leur vie à démonter, boulon par boulon, mensonge par mensonge, notre paradis nucléaire,

raconte aussi la nuit du 13 avril 1984 à la centrale de Bugey. Les vieux lecteurs du « Canard » y retrouveront le récit de cette terrifiante histoire soigneusement occultée jusqu'à ce que le Palmipède mette le bec dans un rapport confidentiel sur l'« incident ». Ce soir-là, on avait frôlé l'accident majeur.

Des vis vicieuses

Mais le plus instructif est sans nul doute l'accumulation de petites histoires, à côté des grandes. Des histoires comme celle de ces quelques malheureuses vis cassées par d'importunes vibrations, qui vont aller se promener dans les canalisa-

tions et finir par bloquer un système vital pour la sécurité du réacteur.

Et, petit à petit, le léni-fiant discours officiel s'est fait plus modeste, moins catégorique. Jusqu'à cet aveu inouï d'André-Claude Lacoste, ancien patron de la sûreté nucléaire, peu après Fukushima : non, en France, un accident nucléaire majeur ne peut plus être exclu. Et une nouvelle génération de scientifiques est désormais invitée à penser ce qui était impensable. Un véritable basculement : même les nucléocrates ont été contaminés.

L.-M. H.

(1) Par Dominique Leglu, Monique et Raymond Sené, Presses de la Cité, 249 p., 20 €.